

Table des matières

A. PRESENTATION.....	2
B. SUIVI DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	3
1. BUDGET ET FINANCES.....	3
2. MOBILITE	3
3. TRANSCRIPTION DES DIRECTIVES EUROPEENNES.....	3
4. BONNE GOUVERNANCE	3
C. INITIATIVES PARLEMENTAIRES PERSONNELLES.....	5
1. ENSEIGNEMENT	5
Apprentissage des langues – Enseignants – Cours philosophiques	
2. ETHIQUE ET EQUITE SOCIALE.....	6
Licenciements abusifs – Statuts des gardiennes d'école – Agriculteurs	
Égalité des chances – Équité fiscale	
3. ÉCONOMIE.....	7
Caisse de compensation – Aides et soutien à la création et à l'exportation	
Actions et synergies des acteurs publics – Recherche et développement	
Outils financiers à disposition du secteur public	
4. AGRICULTURE	9
Régulation des marchés – Stabilité des revenus agricoles – Formation	
Actions et synergies des acteurs publics – Crises du secteur	
Sécurité alimentaire – Initiative intercommunale euregionale	
5. TRAVAUX PUBLICS.....	10
Liaison autoroutière Cerexhe-Heuseux-Beaufays	
Sécurité routière et état des routes – Divers	
6. ENVIRONNEMENT – NATURE.....	10
Pêche – Oiseaux – Abeilles et autres espèces menacées	
Air/Climat - Émissions CO ₂	
7. FINANCES PUBLIQUES.....	11
Crise financière mondiale et impact local	
Finances communales – Modernisation des outils de gestion	
Amélioration de la gestion des dettes et des créances	
8. BONNE GOUVERNANCE	12
Marchés publics et efficacité économique – Relations et institutions internationales	
Émissions CO ₂ – Rôle des experts et contrôle démocratique	
Actions et synergies des acteurs publics	
9. LIBERTE DE CONSCIENCE.....	13
Neutralité publique – Cours philosophiques – Cultes – Julien Lahaut	
D. REVUE DE PRESSE (SYNTHESE)	14
E. CONTACTS.....	14

A. Présentation

Depuis juin 2009, je suis député wallon. J'ai à ce titre voté la déclaration de politique générale, tant au parlement wallon qu'au parlement de la communauté française.

Comme tout député, un député de la majorité peut avoir un rôle actif, si il le souhaite et de différentes manières :

- Suivre l'action du Gouvernement auquel il a accordé sa confiance dans le cadre de la déclaration de politique générale qui constitue la marge de manœuvre du Gouvernement (régional ou communautaire) ;
- Faire preuve d'initiatives individuelles afin de faire progresser les valeurs qui sont les siennes et les dossiers auxquels il est attaché ;
- Relayer les interrogations de la société civile, au travers des contacts qu'il a sur le terrain.

Elu député wallon en juin 2009 et m'appuyant sur une expérience de terrain en qualité de mandataire local depuis une vingtaine d'années, j'ai travaillé afin de rendre utile le vote des électeurs qui m'ont élu à ce mandat.

Comme je l'ai toujours fait, je veille à travailler en équipe : avec mes contacts dans la société civile, tous secteurs confondus, avec mes collaborateurs, avec les collaborateurs du PS, avec mes collègues députés du PS bien sur, mais aussi avec les collègues d'autres formations politiques. Même si un mandataire doit développer toute son énergie dans l'exercice de son mandat, il est réduit à l'impuissance s'il agit de façon isolée. L'action individuelle s'inscrit toujours dans l'action collective.

Un mandataire, quel qu'il soit, doit régulièrement rendre compte de son travail, pour le soumettre à la critique, aux remarques, aux suggestions.

C'est l'objet de ces quelques pages : « Le travail d'un député wallon et communautaire, 2009-2010 ».

Il s'agit d'un travail de synthèse. Il est accompagné du relevé, trié thème par thème, de l'ensemble des interventions effectuées tant au Parlement que dans la presse, ce qui permet à tout un chacun de prendre connaissance directement du contenu concret de mon travail quotidien de député. Tous les commentaires détaillés sont accessibles sur www.marcbolland.be, ainsi que l'ensemble de mes interventions.

Bonne lecture et à votre disposition, en espérant avoir le plaisir de vous rencontrer bientôt.



Marc BOLLAND
Député bourgmestre

B. Suivi de l'action du Gouvernement

Toute question ou intervention parlementaire est en soi un contrôle de l'action du Gouvernement : contrôle préventif (tous les ministres du Gouvernement respectent-ils bien la Déclaration de Politique régionale ou communautaire ?) et contrôle constructif (mettre en avant des pistes et suggestions allant dans le sens de la Déclaration de Politique régionale ou communautaire).

Indépendamment des autres interventions plus personnelles et reprises ci-dessous, j'ai particulièrement porté mon attention sur les points suivants :

1. Budget et finances

Tout particulièrement, je suis intervenu régulièrement sur 2 points importants :

- a) Les conséquences de la crise financière sur les finances publiques : mes interventions ont notamment permis au Gouvernement d'expliquer la situation de la Région wallonne et de rassurer les observateurs, notamment en ce qui concerne la dette.
- b) Inciter le Gouvernement à mettre en place des outils modernes de gestion davantage adaptés à l'environnement financier dans lequel les gestionnaires publics sont désormais obligés de se situer (benchmark indicatif des dépenses communales, outil professionnel de recouvrement de créances, nécessité d'outils financiers publics à l'abri des perturbations brutales du marché, etc.).

2. Mobilité

Comme d'autres régions en Wallonie, la région liégeoise souffre de problèmes de mobilité majeurs. Je pense avoir été très clair avec le ministre de la mobilité : il faut appliquer la Déclaration de Politique régionale. Des solutions concrètes doivent être rapidement trouvées par rapport aux problèmes de mobilité en région liégeoise (bouchons à Loncin, bouchons dans la tranchée de Cheratte, encombrement généralisé de la N3 à Soumagne/ Fléron, débordements de trafic dans les villages tels qu'Aywaille, etc.). Dans le cas contraire, il serait démontré par l'absurde que l'abandon de la liaison Cerexhe-Heuseux-Beaufays est une fausse bonne idée.

Il s'agit là d'une application claire et transparente de la Déclaration de Politique régionale.

3. Transcription des directives européennes

J'ai été à l'origine de la volonté du groupe socialiste au Parlement wallon de refuser d'entériner à l'unanimité la directive dite Bolkenstein. Cette directive issue d'un Parlement européen marqué à droite ne convient pas aux socialistes. Le système juridique fait qu'il faut l'entériner et nous respectons les lois mais continuons à combattre l'idéologie véhiculée.

Par ailleurs, je suis intervenu auprès du Gouvernement pour déplorer certains retards de transcription des directives européennes relatives à l'eau, à la pêche ou encore à l'intégration du secteur aéronautique dans le système des quotas CO₂.

4. Bonne gouvernance

Efficacité économique des marchés publics, synergies et coordination des outils publics dans le secteur de l'économie et de l'agriculture, mise en place de nouveaux outils de gestion (notamment dans le cadre de la gestion de la dette ou de la récupération des créances),

maîtrise des dépenses de transfert liées au financement des cultes, aide à l'analyse des produits financiers dans les communes, rôle des experts et indépendance dans le processus de décision, etc.¹

J'ai multiplié de façon pragmatique les interventions en la matière, en veillant chaque fois à formuler des propositions concrètes précises, notamment :

- Mise à disposition des communes des conseillers spécialisés dans l'analyse de produits financiers ;
- Recours à des centrales d'achat afin de faire baisser le coût des marchés publics ;
- Mise en place d'un benchmark transparent et indicatif des dépenses communales ;
- Réforme en profondeur des lois relatives au financement des cultes, dans le respect des convictions religieuses et philosophiques de chacun ;
- Meilleure coordination entre opérateurs publics (ex : entre l'APAQ-W et l'AWEX, entre opérateurs publics de média, etc.)
- ...

Certaines de ces idées ont d'emblée retenu l'intérêt du Gouvernement : perception de la redevance radio TV, financement des cultes, réforme du précompte immobilier, synergies entre opérateurs publics, aide à l'analyse des produits financiers dans les collectivités locales, etc.

Demain, je continuerai mes interventions en la matière afin de renforcer le secteur public et d'optimiser l'utilisation de l'argent public, en mettant en avant les principes de bonne gouvernance et notamment la transparence dans l'utilisation des fonds.

¹ Ces interventions sont reprises ci-après, dans les initiatives parlementaires personnelles.

C. Initiatives parlementaires personnelles

Chaque député, par ses interventions, montre sa sensibilité particulière. Comme le font beaucoup de parlementaires, j'ai été actif dans différents secteurs qui me tiennent à cœur, en veillant chaque fois à obtenir des résultats concrets et des avancées significatives.

1. Enseignement

Pendant cette première année au Parlement, dans ce secteur capital, je suis intervenu principalement sur 3 axes.

Apprentissage des langues

Sur ce point, je tente d'influencer le contexte général afin de faire en sorte que la Wallonie s'ouvre davantage au monde. Cela passe par un multilinguisme aussi généralisé que possible, reposant sur l'apprentissage des langues étrangères, et donc d'abord sur l'éveil linguistique : les langues issues de l'immigration, les langues régionales et notre position géographique sont des atouts naturels à portée de mains à entretenir.

J'ai ainsi tenté de contribuer aux domaines précis suivants :

- La généralisation de l'immersion linguistique
- L'apprentissage et la reconnaissance des langues régionales
- La lutte contre l'analphabétisme
- La connaissance de la langue maternelle

M.-D. Simonet	06/10/2009	▪ Statistiques relatives aux cours de langues
M.-D. Simonet	19/11/2009	▪ Statistiques relatives à l'immersion linguistique en maternelle et en primaire
R. Demotte	09/12/2009	▪ Mesures pour la défense de la langue française
M.-D. Simonet	12/01/2010	▪ Apprentissage d'une 2 ^{ème} langue à Bruxelles et en Wallonie
M.-D. Simonet	26/01/2010	▪ Activités de l'observatoire de l'immersion linguistique
J.-Cl. Marcourt	10/03/2010	▪ Les instituts Confucius
R. Demotte	13/10/2009	▪ Etat de la question de la Charte européenne des langues endogènes
F. Laanan	18/11/2009	▪ Les instances d'avis relatives aux langues régionales
F. Laanan	18/11/2009	▪ La politique et le budget relatifs à la promotion des langues régionales
F. Laanan	12/01/2009	▪ Les 20 ans du décret relatif aux langues endogènes
J.-Cl. Marcourt	24/03/2010	▪ Les langues régionales dans l'enseignement supérieur
M.-D. Simonet	22/03/2010	▪ Les langues régionales dans l'enseignement fondamental

Enseignants

Sur ce point, je me suis principalement inquiété de la disparition progressive des hommes dans l'enseignement, ainsi que de la pénurie d'enseignants.

Des pistes concrètes devraient prochainement sortir de ces actions, notamment le maintien d'hommes dans l'enseignement primaire dans une proportion correcte ainsi que la porte ouverte aux métiers de l'enseignement à des personnes ayant bénéficié d'une expérience professionnelle extérieure.

Ces idées ne coûteraient rien, mais pourraient apporter à l'enseignement beaucoup d'énergies constructives.

M.-D. Simonet	22/03/2010	▪ Protection des droits de la femme dans l'enseignement
M.-D. Simonet	19/03/2010	▪ Pénurie d'enseignants dans certains secteurs et régions
M.-D. Simonet	19/03/2010	▪ Statistiques relatives à la féminisation de l'enseignement
M.-D. Simonet	26/01/2010	▪ Gestion de la dyslexie dans l'enseignement

Cours philosophiques

La neutralité de l'enseignement est un principe avec lequel on ne transige pas. Je suis intervenu de façon ferme, notamment par rapport aux thèses créationnistes.

M.-D. Simonet	17/10/2009	▪ Mesures contre les thèses créationnistes dans l'enseignement
M.-D. Simonet	06/10/2009	▪ Statistiques relatives aux cours philosophiques

2. Ethique et équité sociale

Pour un mandataire socialiste, être attentif à ce secteur est une évidence. De façon concrète, je suis intervenu sur plusieurs points, avec en tête toujours les mêmes objectifs : accorder aux travailleurs, quels qu'ils soient, les droits élémentaires de protection sociale.

Licenciements abusifs

Face aux licenciements abusifs par des entreprises continuant à faire de gros profits, j'ai avancé une proposition originale : lier le montant du préavis à un coefficient multiplicateur représentatif du niveau de bénéfice de l'entreprise, pour rendre le prix du préavis prohibitif. Idée à suivre ?

<i>La Meuse</i>	22/01/2010	▪ Marc Bolland veut contrer InBev : Des bénéfices ? Un plus gros préavis !
-----------------	------------	--

Statuts des gardiennes d'école

Les agents des collectivités locales ont bénéficié d'une réglementation les protégeant mais les gardiennes d'école n'ont pas de statut régional. Or, qui niera l'importance et la difficulté de leur rôle ?

Je suis intervenu en leur faveur et leur statut pourrait être abordé prochainement par le Gouvernement wallon.

P. Furlan	17/05/2010	▪ Situation du personnel des garderies dans les écoles
<i>La Meuse</i>	17/05/2010	▪ Blegny engage des gardiennes extra-scolaires

Agriculteurs

Les agriculteurs sont des travailleurs mais ne bénéficient pas des mêmes droits, loin de là. J'ai contribué à ce que le programme du PS aux élections fédérales reprenne un certain nombre de points importants : stabilité des revenus, congés payés, droit à la pension. Mon action au Parlement wallon va de façon constante dans ce sens en proposant systématiquement des pistes de solution au Gouvernement.

B. Lutgen	20/04/2010	▪ Influence de la fin des quotas sur les retraites des agriculteurs
B. Lutgen	28/06/2010	▪ Stabilité des revenus – fonds mutuels
<i>Le Soir</i>	24/02/2010	▪ CARTE BLANCHE conjointe avec Marc Tarabella, Député européen : Rendre la sérénité aux agriculteurs wallons

Égalité des chances

Voilà un sujet très vaste mais qui a aussi, tant au Parlement wallon qu'à la communauté française, retenu mon attention.

L'égalité des chances est un élément essentiel de la cohésion sociale et chaque élément particulier qui la constitue est un élément important en tant que tel.

Plusieurs de mes interventions vont dans ce sens.

A. Antoine	14/10/2009	▪ Définition des genres par les fédérations sportives
R. Demotte	12/11/2009	▪ WBI et l'immigration clandestine
R. Demotte	15/12/2009	▪ Sommet de Rome sur la sécurité alimentaire
R. Demotte	17/10/2009	▪ Partenariats communaux de coopération Nord-Sud
F. Laanan	07/12/2009	▪ Mesures de lutte contre l'anorexie dans le milieu de la mode
J.-Cl. Marcourt	07/01/2010	▪ Les Universités du troisième âge
M.-D. Simonet	26/01/2010	▪ Gestion de la dyslexie dans l'enseignement
M.-D. Simonet	22/03/2010	▪ Protection des droits de la femme dans l'enseignement
R. Demotte	09/06/2010	▪ Stratégie « Europe 2020 » et lutte contre la pauvreté
F. Laanan	20/05/2010	▪ Lutte contre l'analphabétisme
J.-M. Nollet	31/03/2010	▪ Mixité linguistique et intégration dans les logements sociaux

Équité fiscale

L'impôt justement perçu est nécessaire. La plaidoirie permanente et sans nuance de certains pour une réduction drastique des impôts est une menace pour le maintien des acquis sociaux et d'un service public efficace : à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens.

J'ai tenté, avec d'autres membres du PS, de faire progresser les choses principalement sur 2 axes :

- L'accès au logement, notamment en cosignant une proposition de décret aidant l'accès aux logements modestes à l'initiative d'Edmund Stoffels;
- Une réflexion en profondeur sur l'inéquité du précompte immobilier, en lançant le débat sur l'intégration, dans cette formule de précompte, de l'idée juste de l'impôt proportionnel et progressif.

Ces réflexions doivent se poursuivre dans les prochains mois et j'y serai attentif.

A. Antoine	22/03/2010	▪ Réforme du précompte immobilier
A. Antoine	31/03/2010	▪ Taxe riverains des quais de halage
J.-M. Nollet	11/12/2009	▪ Solidarité quand au coût de l'énergie dans les logements sociaux
<i>Proposition de décret N°197 (2009-2010)</i>	08/06/2010	▪ <i>Visant à faciliter l'accès au logement acquisitif en zone à forte pression immobilière et en noyau d'habitat par une fiscalité équitable</i>

3. Économie

Je suis membre de la commission « économie » du Parlement wallon. Ici comme ailleurs, mon souci est avant tout d'être concret et pragmatique. Lors de mes interventions, j'ai ainsi notamment formulé les propositions concrètes suivantes :

- Modernisation de la récupération des créances en région wallonne ;
- Mise en place d'une caisse de compensation (revendication de l'UWE) ;
- Donner un rôle aux collectivités locales dans les exportations, via les nombreux jumelages existants ;
- Mettre en chantier la mise en place en Wallonie d'un secteur informatique fort au profit des collectivités locales, en profitant des positions actuelles du pouvoir régional et public dans des structures importantes du secteur ;
- Soutenir les entreprises financières liées au secteur public tout en mettant en place des outils de services financiers moins liés aux contraintes des marchés.

Ces propositions ont été bien accueillies, notamment la mise en place d'une caisse de compensation qui a suscité des commentaires très attentifs de la part du secteur des entreprises, particulièrement demandeur sur ce point.

Caisse de compensation

A. Antoine	22/03/2010	▪ Organisme de récupération des créances
<i>L'Echo</i>	03/03/2010	▪ <i>DEBATS : Quand les pouvoirs publics ne paient pas les entreprises à temps</i>

Aides et soutien à la création et à l'exportation

B. Lutgen	16/11/2009	▪ Un nouveau lait wallon baptisé « équitable »
J.-Cl. Marcourt	08/12/2009	▪ Bourses de préactivité ou d'innovation accessibles au monde agricole
J.-Cl. Marcourt	11/02/2010	▪ Coordination entre l'APAQ-W et l'AWEX
J.-Cl. Marcourt	20/04/2010	▪ Rôle des collectivités locales dans le développement des exportations

Actions et synergies des acteurs publics

J.-Cl. Marcourt	11/02/2010	▪ Coordination entre l'APAQ-W et l'AWEX
J.-Cl. Marcourt	20/04/2010	▪ Rôle des collectivités locales dans le développement des exportations
J.-Cl. Marcourt	08/12/2009	▪ L'action de la SRIW dans le secteur agroalimentaire
J.-Cl. Marcourt	10/12/2009	▪ Action de la Fiwapac

Recherche et développement

J.-Cl. Marcourt	10/11/2009	▪ Evolution du pôle agroalimentaire du plan Marshall
J.-Cl. Marcourt	17/02/2010	▪ Evolution des investissements en recherche et en développement

Outils à disposition du secteur public

La continuité du service public est un enjeu majeur : pour l'assurer, les acteurs publics ont notamment besoin d'outils financiers adéquats et d'une informatique stable et maîtrisée.

La SMAP, le Crédit communal de Belgique, etc. étaient des outils à disposition exclusive du secteur public. Ces sociétés ont été obligées de s'immerger davantage dans leur marché respectif. Les contraintes de marché dans lesquelles elles doivent vivre désormais ne leur permettent pas toujours la souplesse nécessaire.

J'ai attiré l'attention sur cette situation délicate en avançant ici aussi des pistes concrètes :

- Mise à disposition de conseillers spécialisés dans l'analyse de produits financiers ;
- Mise en place d'un benchmark indicatif des dépenses publiques ;
- Création d'un outil professionnel de gestion des créances ;
- Mutualisation des résultats des budgets ordinaires ;
- Mise en place d'une structure financière publique davantage dégagée des contraintes du marché.

Par ailleurs, j'ai plaidé pour la mise en place d'une informatique publique de pointe en région wallonne : les conditions s'y prêtent particulièrement pour l'instant. Je crains que les choses évoluent hélas vers davantage d'instabilité, ce qui est un risque majeur pour la continuité du service public.

J.-Cl. Marcourt	05/01/2010	▪ L'avenir d'Ethias
J.-Cl. Marcourt	23/02/2010	▪ Le suivi des dossiers Dexia et Ethias
A. Antoine	30/06/2010	▪ Les emprunts structurés, l'état des finances du Holding communal et l'impact sur les finances publiques wallonnes
P. Furlan	21/04/2010	▪ Les emprunts "structurés" proposés aux villes et aux communes wallonnes par la banque Dexia durant de longues années. Les "crédits structurés" proposés par Dexia aux communes. Le profil d'endettement des communes. Le suivi de la gestion active de la dette communale.
R.Demotte	17/05/2010	▪ Situation de l'informatique au sein de la Région Wallonne

4. Agriculture

Je suis membre de la commission de l'agriculture. A ce titre, j'ai particulièrement travaillé sur trois axes, toujours en veillant à formuler des pistes et des solutions concrètes :

- L'organisation du marché agricole : j'ai formulé de nombreuses propositions concrètes afin de permettre une régulation effective du marché (mise en place d'outils macroéconomiques permettant d'identifier les dysfonctionnements du marché, modernisation des outils de lobbying wallon en matière agricole, etc.).
- Les droits sociaux des agriculteurs : j'ai notamment contribué à ce que le Gouvernement entame une réflexion en profondeur sur les fonds mutuels, outils utiles à la stabilisation des revenus des agriculteurs. Un dossier que je suivrai attentivement dans les prochains mois.
- Au niveau européen, j'ai lancé l'idée d'une structure intercommunale euregionale ouvrant de nouveaux horizons aux agriculteurs et je travaille sur le terrain à sa mise en place.

Régulation des marchés

B. Lutgen <i>Le Soir</i>	09/12/2009 24/02/2010	▪ Intervention lors du vote du volet « agriculture » du Budget 2010 ▪ <i>CARTE BLANCHE</i> conjointe avec Marc Tarabella, Député européen : <i>Rendre la sérénité aux agriculteurs wallons</i>
-----------------------------	--------------------------	---

Stabilité des revenus agricoles

B. Lutgen	28/06/2010	▪ Les fonds mutuels dans le secteur agricole
-----------	------------	--

Formation

B. Lutgen	11/02/2010	▪ Formations agricoles organisées par la Région wallonne
B. Lutgen	29/03/2010	▪ Evaluation des formations agricoles

Actions et synergies des acteurs publics

B. Lutgen	07/12/2009	▪ Méthodologie de gestion des OIP en relation avec le secteur agricole
B. Lutgen	21/10/2009	▪ L'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité
J.-Cl. Marcourt	11/02/2010	▪ Coordination entre l'APAQ-W et l'AWEX
B. Lutgen	24/02/2010	▪ Promotion du lait wallon transformé hors Wallonie
B. Lutgen	24/02/2010	▪ Réforme de la promotion de l'agriculture

Crises de secteur

B. Lutgen	16/11/2009	▪ Un nouveau lait wallon baptisé « équitable »
J.-Cl. Marcourt	08/12/2009	▪ Bourses de préactivité ou d'innovation accessibles au monde agricole
B. Lutgen	31/03/2010	▪ L'aide aux laiteries et pas seulement aux producteurs
B. Lutgen	09/12/2009	▪ Intervention lors du vote du volet « agriculture » du Budget 2010

Sécurité alimentaire

R. Demotte	15/12/2009	▪ Sommet de Rome sur la sécurité alimentaire
B. Lutgen	09/12/2009	▪ Intervention lors du vote du volet « agriculture » du Budget 2010
B. Lutgen	10/03/2009	▪ La sécurité de l'approvisionnement alimentaire

Initiative intercommunale euregionale

R. Demotte	23/02/2010	▪ Les fonds structurels
------------	------------	-------------------------

<i>La Meuse</i>	16/06/2010	▪ <i>L'aide aux agriculteurs à la base du projet</i>
<i>Le Soir</i>	12/06/2010	▪ <i>Une (agri)culture commune</i>

5. Travaux publics

A ce niveau, je me suis principalement intéressé aux problèmes de mobilité, particulièrement en région liégeoise. Je suis aussi intervenu sur des problèmes de nuisance et de sécurité.

Liaison autoroutière Cerexhe-Heuseux-Beaufays

P. Henry	23/03/2010	▪ Conséquences du renoncement du projet autoroutier CHB
B. Lutgen	20/10/2009	▪ Le projet de liaison autoroutier Cerexhe-Heuseux-Beaufays
P. Henry	29/06/2010	▪ Discussion en commission de la proposition de résolution visant à mettre en œuvre le tronçon autoroutier manquant à l'est de l'agglomération liégeoise et reliant Cerexhe-Heuseux à Beaufays
P. Henry	14/07/2010	▪ Discussion en séance plénière de la proposition de résolution visant à mettre en œuvre le tronçon autoroutier manquant à l'est de l'agglomération liégeoise et reliant Cerexhe-Heuseux à Beaufays

Sécurité routière et état des routes

B. Lutgen	10/12/2009	▪ Responsabilité civile de la Région sur l'état de nos routes
B. Lutgen	14/01/2010	▪ Association Fedemot
B. Lutgen	23/10/2009	▪ Entretien des ponts sur nos routes wallonnes
B. Lutgen	06/11/2009	▪ Problématique de la sortie 36 sur l'E40

Divers

B. Lutgen	16/11/2009	▪ Nuisances sonores au niveau de la tranchée de Cheratte
B. Lutgen	03/05/2010	▪ Signalisation routière touristique
P. Furlan	29/03/2010	▪ Etat de la sécurité des réseaux de gaz et d'énergie
P. Furlan	29/03/2010	▪ Topographie des sous-sols

6. Environnement – Nature

Trois points ont davantage retenu mon attention dans ce domaine :

- Le respect des obligations internationales, notamment en matière d'émissions de CO₂. Sur ce point, j'ai mis en lumière une série de contradictions et d'insuffisances dans la mise en œuvre des engagements. Je m'attacherai dans les prochains mois à les faire évoluer positivement.
- Une attention positive à la biodiversité. Le problème particulier de la survie des abeilles a fait l'objet d'interventions et propositions concrètes, notamment sur l'affectation de moyens de recherche quant au problème de la pollinisation artificielle.
- Les amoureux de la nature dans le cadre de leurs loisirs (notamment la pêche, l'élevage d'oiseaux, etc.). Ces loisirs populaires ne doivent pas être considérés comme immoraux, que du contraire, ils méritent tout notre respect.

En ce qui concerne la pêche, comme d'autres parlementaires attentifs à ce secteur, je ne peux que regretter la lenteur du Gouvernement pour la mise en œuvre du décret « pêche » promis depuis longtemps.

Pêche

B. Lutgen	15/10/2009	▪ Problématiques rencontrées par les pêcheurs de la Basse-Meuse
-----------	------------	---

B. Lutgen	20/10/2009	▪ Les dégâts engendrés par les cormorans
B. Lutgen	31/03/2010	▪ Suivi de la question des dégâts engendrés par les cormorans
B. Lutgen	16/11/2009	▪ Délivrance du permis de pêche
B. Lutgen	29/03/2010	▪ La pêche de nuit
B. Lutgen	31/03/2010	▪ Organisation de la DNF – service pêche
B. Lutgen	31/03/2010	▪ A quand le décret « pêche » en Wallonie ?
B. Lutgen	31/03/2010	▪ Informations transmises lors de l'achat d'un permis de pêche
B. Lutgen	03/05/2010	▪ Le plan de dragage de la Basse-Meuse et le sauvetage du hemlot de Hermalle-sous-Argenteau

Oiseaux

B. Lutgen	20/10/2009	▪ Les dégâts engendrés par les cormorans
B. Lutgen	31/03/2010	▪ Suivi de la question des dégâts engendrés par les cormorans
B. Lutgen	11/02/2010	▪ Légalité de l'unité anti-braconnage
B. Lutgen	15/04/2010	▪ Suivi de la question relative à l'unité anti-braconnage
B. Lutgen	15/03/2010	▪ Bécasse des bois
B. Lutgen	29/03/2010	▪ Les pièges pour les nuisibles

Abeilles et autres espèces menacées

B. Lutgen	29/03/2010	▪ Les pièges pour les nuisibles
B. Lutgen	04/05/2010	▪ Conséquences de la surmortalité des abeilles

Air/climat

P. Henry	26/05/2010	▪ Mise en œuvre du plan air/climat
----------	------------	------------------------------------

Émissions CO₂

J.-Cl. Marcourt	23/02/2010	▪ Quotas de CO ₂ et présidence européenne
P. Henry	08/02/2010	▪ Le « fonds wallon Kyoto »
P. Henry	10/03/2010	▪ Impact des primes régionales sur les émissions de gaz à effet de serre
P. Henry	29/03/2010	▪ Répartition des quotas de CO ₂ dans le secteur de l'aviation
P. Henry	02/06/2010	▪ Transposition de la directive européenne visant à intégrer le secteur aéronautique dans le système des quotas CO ₂
P. Henry	11/02/2010	▪ L'impact des limitations de vitesse sur l'émission de gaz à effet de serre
P. Furlan	23/10/2010	▪ Bilan carbone des communes
P. Henry	01/04/2010	▪ Compensation carbone : coordination de l'action du Gouvernement
J.-M. Nollet	17/02/2010	▪ Compensation carbone : coordination de l'action du Gouvernement
R. Demotte	17/02/2010	▪ Compensation carbone : coordination de l'action du Gouvernement
E. Hoyos	18/03/2010	▪ Compensation carbone : attitude du PW
J.-Ch. Luperto	01/03/2010	▪ Compensation carbone : attitude du PCF

7. Finances publiques

En période de crise, ce domaine est évidemment très important. J'ai essayé d'apporter une valeur ajoutée dans les travaux parlementaires en suivant de près ce dossier et ses différentes conséquences, notamment sur les finances locales.

À tout moment, j'ai essayé d'être porteur de propositions originales, notamment dans la modernisation des outils de prévision, de contrôle et de couverture à disposition du secteur public. Il convient de citer notamment :

- La mise en place d'un benchmark transparent et indicatif des dépenses des communes, permettant à chacun de juger du niveau relatif de ses dépenses ;
- La création d'un outil professionnel de gestion des créances permettant d'accélérer les rentrées et de diminuer le niveau des irrécouvrables ;
- L'étude d'une certaine mutualisation des résultats des budgets ordinaires via une formule d'assurance de couverture du résultat annuel ;

- L'encouragement des communes sous plan d'assainissement à d'abord rembourser leurs emprunts ;
- La mise à disposition des communes de conseillers spécialisés dans l'analyse financière.

Crise financière mondiale et impact local

P. Furlan	23/02/2010	▪ Situation de Dexia, du holding communal et des communes
P. Furlan	29/01/2010	▪ Non-respect par l'état fédéral d'un accord de coopération – Impact sur les finances communales
P. Furlan	05/01/2010	▪ Participation des fabriques d'église à l'effort budgétaire général dû à la crise
A. Antoine	30/06/2010	▪ Les emprunts structurés, l'état des finances du Holding communal et l'impact sur les finances publiques wallonnes
P. Furlan	21/04/2010	▪ Les emprunts « structurés » proposés aux villes et communes wallonnes par la banque Dexia durant de longues années. Les « crédits structurés » proposés par Dexia aux communes. Le profil d'endettement des communes. Le suivi de la gestion active de la dette communale.

Finances communales

P. Furlan	20/10/2010	▪ Coût des pensions des mandataires publics
P. Furlan	20/10/2010	▪ Evolution du coût du personnel statutaire
P. Furlan	07/12/2009	▪ Impact de la chasse aux chômeurs sur les finances des communes
P. Furlan	10/12/2009	▪ Augmentation des recettes fiscales communales liées à l'impôt des personnes physiques
P. Furlan	29/01/2010	▪ Non-respect par l'état fédéral d'un accord de coopération – Impact sur les finances communales
P. Furlan	05/01/2010	▪ Participation des fabriques d'église à l'effort budgétaire général dû à la crise
B. Lutgen	26/05/2010	▪ Wallo'net : permettre aux communes d'engager du personnel dans le cadre de programmes de propreté publique

Modernisation des outils de gestion

P. Furlan	21/04/2010	▪ Niveau d'endettement des communes
P. Furlan	19/05/2010	▪ Mise en place d'outils de référence (benchmark)
P. Furlan	19/05/2010	▪ Analyse des produits financiers
P. Furlan	26/01/2010	▪ Couverture « protection juridique » des conseillers communaux et provinciaux

Amélioration de la gestion des dettes et des créances

P. Furlan	20/10/2010	▪ Retard de paiement des additionnels au précompte immobilier
P. Furlan	20/10/2010	▪ Retard de paiement aux PME par les administrations
P. Furlan	21/04/2010	▪ Niveau d'endettement des communes
A. Antoine	22/03/2010	▪ Organisme de récupération des créances
A. Antoine	19/10/2009	▪ Récupération de créances par l'administration régionale, et plus particulièrement la récupération de la redevance Radio TV

8. Bonne gouvernance

Tout parlementaire doit y être attentif. J'ai tenté d'être actif ici aussi en insistant régulièrement sur les points suivants :

- Les défauts et conséquences coûteuses de la procédure des marchés publics ;
- Le rôle trop important des experts, notamment dans les institutions internationales (ni la crise financière, ni la crise de la grippe H1N1 ne m'ont donné tort, je pense...) ;
- Les synergies nécessaires entre opérateurs publics et la nécessité d'éviter les petites guerres de chapelle qui causent toujours un certain surcoût et donc une mauvaise utilisation des deniers publics ;

- En ce qui concerne les processus de compensation volontaire des émissions CO₂, la démonstration a été faite des lacunes dans la mise en place de ce système, tant au niveau du Parlement que du Gouvernement ; des progrès doivent être effectués.

Marchés publics et efficacité économique

P. Furlan	21/04/2010	▪ Niveau d'endettement des communes
R. Demotte	08/02/2010	▪ Efficacité économique des marchés publics

Relations et institutions internationales

R. Demotte	17/10/2009	▪ Partenariats communaux de coopération Nord-Sud
R. Demotte	12/11/2009	▪ WBI et l'immigration clandestine
R. Demotte	15/12/2009	▪ Bilan de l'action du Benelux
R. Demotte	09/12/2009	▪ Défense de la langue française dans les institutions internationales
R. Demotte	23/02/2010	▪ Les fonds structurels

Émissions CO₂

P. Furlan	23/10/2010	▪ Bilan carbone des communes
P. Henry	01/04/2010	▪ Compensation carbone : coordination de l'action du Gouvernement
J.-M. Nollet	17/02/2010	▪ Compensation carbone : coordination de l'action du Gouvernement
R. Demotte	17/02/2010	▪ Compensation carbone : coordination de l'action du Gouvernement
E. Hoyos	18/03/2010	▪ Compensation carbone : attitude du PW
J.-Ch. Luperto	01/03/2010	▪ Compensation carbone : attitude du PCF
P. Henry	02/06/2010	▪ Transposition de la directive européenne visant à intégrer le secteur aéronautique dans le système des quotas CO ₂

Rôle des experts et contrôle démocratique

R. Demotte	20/04/2010	▪ Rôle des experts dans les organisations internationales
R. Demotte	15/12/2009	▪ Sommet de Rome sur la sécurité alimentaire
B. Lutgen	09/12/2009	▪ Intervention lors du vote du volet « agriculture » du Budget 2010

Actions et synergies des acteurs publics

F. Laanan	16/12/2009	▪ Synergies entre les opérateurs publics de médias
F. Laanan	23/04/2010	▪ Regain d'activités de la médiathèque
J-C Marcourt	08/12/2009	▪ L'action de la SRIW dans le secteur agroalimentaire
J-C Marcourt	11/02/2010	▪ La coordination des actions de l'APAQ-W et l'AWEX

9. Liberté de conscience

La liberté de conscience et la liberté d'expression sont des libertés fondamentales. Dans la pratique et le concret, il convient que chaque parlementaire soit attentif à la manière dont ces libertés sont traduites dans le quotidien. Chacun doit agir modestement mais fermement.

C'est ce que j'ai défendu, tant dans le domaine de l'enseignement que des cultes notamment.

En matière de cultes, j'ai obtenu par mes interventions l'engagement du gouvernement wallon de moderniser la législation sur le financement des cultes dans le courant de cette législature. Un point important.

Neutralité publique

M.-D. Simonet	26/01/2010	▪ Rapport sur la neutralité dans l'enseignement
---------------	------------	---

Cours philosophiques

M.-D. Simonet	17/10/2009	▪ Mesures contre les thèses créationnistes dans l'enseignement
M.-D. Simonet	06/10/2009	▪ Statistiques relatives aux cours philosophiques

Cultes

P. Furlan	07/12/2009	▪ Nombre de paroisses reconnues en Région wallonne
P. Furlan	29/03/2010	▪ Les fabriques d'église non reconnues
P. Furlan	05/01/2010	▪ Participation des fabriques d'église à l'effort budgétaire général dû à la crise

Julien Lahaut

R. Demotte	23/11/2009	▪ La souscription publique destinée à financer une étude scientifique sur l'assassinat de Julien Lahaut
------------	------------	---

D. Revue de presse (synthèse)

Pour l'ensemble de l'actualité : voir www.marcbolland.be.

▪ Comment une commune peut défendre la proximité	Union & Actions	23/07/10
▪ Travaux en rue : la cata ? A Blegny la commune apporte son soutien	La libre Belgique	14/07/10
▪ Tecteo face aux députés wallons	Vers l'Avenir	16/06/10
▪ Unité du pays : l'exemple de Blegny	La Meuse	16/06/10
▪ L'aide aux agriculteurs à la base du projet	La Meuse	16/06/10
▪ Une (agri)culture commune	Le Soir	12/06/10
▪ Blegny veut aider ses commerçants	La Meuse	02/06/10
▪ Blegny "se fiance" pour l'unité du pays	La Meuse	01/06/10
▪ Blegny engage des gardiennes extrascolaires	La Meuse	17/05/10
▪ Alexander De Croo voulait un prénom ?	La Meuse	24/04/10
▪ Dexia n'a pas mis les budgets en péril	Le Soir	22/04/10
▪ Téléredevance : une créance de 107 millions	L'Echo	23/03/10
▪ Le PS se convertit au négationnisme climatique	Le Pan	12/03/10
▪ Quand les pouvoirs publics ne paient pas les entreprises à temps...	L'Echo	03/03/10
▪ Marc Bolland	Le Pan	28/02/10
▪ Rendre la sérénité aux agriculteurs wallons	Le Soir	24/02/10
▪ Fabriques d'église et calculettes	Le Soir	22/01/10
▪ Des bénéfices ? Un plus gros préavis !	La Meuse	22/01/10
▪ Eglise solidaire de la crise ?	La Meuse	11/01/10
▪ Blegny est la moins taxée	La Meuse	07/01/10
▪ Repenser la fabrique d'église	La Libre Belgique	07/01/10
▪ Les curés au régime ?	Le Soir	05/01/10
▪ Accros au net, nos députés liégeois ?	La Meuse	05/12/09
▪ Il veut redorer l'image de la langue wallonne	La Libre Belgique	04/09/09
▪ Marc Bolland, 46 ans Député PS	Le Soir	09/06/09
▪ Marc Bolland, l'idéaliste	La Meuse	27/05/09

E. Contacts

Pour suivre l'actualité politique et réagir sur les différents sujets :

www.marcbolland.be